



DÉCLARATION POLITIQUE

La terre pour la vie, les moyens de subsistance et un avenir viable pour tous

Carthagène, Colombie

23 février 2026

Nous, organisations paysannes, peuples autochtones, communautés afro-descendantes, pêcheurs, éleveurs, travailleurs ruraux et urbains, femmes, personnes de divers genres et jeunes, organisés au sein du Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire, nous sommes réunis à Carthagène les 22 et 23 février, à la veille de la deuxième Conférence Internationale sur la Reforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR+20). Nous élevons une voix collective pour la transformation, en défense des territoires, de la vie et de la dignité. Nous rappelons aux États ici réunis que la souveraineté nationale est indissociable de la souveraineté alimentaire, et nous vous appelons à lutter à nos côtés contre les forces impérialistes qui cherchent à détruire nos droits à ces deux souverainetés.

L'impérialisme financier, sous ses formes contemporaines de gestionnaires d'actifs, de fonds spéculatifs, de sociétés transnationales et d'agro-industrie extractive, intensifie la dépossession des masses populaires du Sud et des peuples autochtones du Nord. La concentration et l'accaparement des terres et des territoires ne sont pas une anomalie : ils sont le résultat logique de siècles de colonialisme, d'impérialisme, de capitalisme, de racisme et de patriarcat. 1 % des exploitations agricoles contrôlent plus de 70 % des terres arables mondiales, tandis que dans les eaux des peuples, les politiques de « croissance bleue » étendent le contrôle privatisé sur les espaces marins et d'eau douce. En outre, la dette et l'austérité imposée par le FMI créent un cercle vicieux qui enferme les pays dans une agriculture d'exportation destructrice sur le plan écologique, tandis qu'au niveau des ménages, la microfinance prédatrice cible de manière disproportionnée les femmes et les prive de leurs terres et de leurs moyens de subsistance. Les modèles de développement descendants et l'aide étrangère coloniale ont ancré la logique de dépendance au lieu de soutenir l'autonomie des petits

producteurs alimentaires dans le Sud. Cette réalité matérielle est le point de départ de toute analyse honnête et la base de toute demande de changement réel.

L'offensive n'est pas seulement géopolitique, c'est une guerre de classes pour la terre, l'eau, les forêts, les minéraux, la biodiversité et les systèmes alimentaires. Elle consolide le contrôle des entreprises et des élites par la dépossession, la militarisation, l'endettement et les sanctions, ainsi que par la criminalisation de nos défenseurs des territoires. La terre et ses créatures sont mises à mal par l'incursion incessante de l'exploration et de l'extraction minières, qui perturbent les poissons migrateurs, les troupeaux et les oiseaux, avec des effets dévastateurs sur les éleveurs et les chasseurs traditionnels, qui sont parmi les derniers défenseurs des biens communs. La politique agressive de l'administration impérialiste de Washington – qui renforce le blocus et l'étranglement économique criminel de Cuba, déstabilise systématiquement le Venezuela, fait pression sur la Colombie lorsqu'elle affirme sa souveraineté, lance des guerres commerciales et des sanctions coercitives contre les peuples d'Afrique, d'Asie et du Levant – n'est pas la politique d'un seul gouvernement, elle est encouragée par la complaisance mondiale.

Dans ce tableau d'ensemble, la question palestinienne se détache comme le symbole le plus brutal et le plus évident de la barbarie colonialo-impérialiste de notre époque. Ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie n'est pas une « crise humanitaire » abstraite issue d'un vide historique : c'est le génocide d'un peuple qui résiste à l'occupation depuis des décennies, perpétré par un État colonial qui sert de avant-poste militaire à l'impérialisme américain dans la région. Nous déclarons notre solidarité internationaliste inconditionnelle avec le peuple palestinien et rejetons fermement toute tentative de criminaliser cette solidarité. Nous exigeons la fin immédiate du génocide, le retrait total des territoires occupés, le droit au retour, la souveraineté alimentaire et la pleine autodétermination du peuple palestinien.

La région d'Amérique latine et des Caraïbes connaît simultanément des avancées populaires significatives et une contre-offensive réactionnaire organisée, financée et soutenue idéologiquement par l'impérialisme : coups d'État institutionnels, campagnes de désinformation, guerre juridique contre les gouvernements progressistes et violence directe contre les organisations populaires. La montée des forces d'extrême droite sur le continent reflète la panique de classe des élites face à la croissance des mouvements populaires — et leur recours à la barbarie lorsque les mécanismes habituels de domination ne suffisent plus. Face à cela, le Venezuela et Cuba résistent au blocus impérialiste et maintiennent leur souveraineté.

La tenue de la conférence CIRADR+20 en Colombie revêt une profonde signification politique. Ce pays est marqué par une concentration extrême des terres et des richesses, par la violence et par des conflits armés liés au contrôle du territoire, mais aussi par de puissantes luttes agraires et une mobilisation organisée exigeant la redistribution, la restitution et la reconnaissance. Ce moment offre aux États une occasion historique de s'engager en faveur d'une réforme agraire globale et du développement rural. Nous n'accepterons pas une conférence purement commémorative ou déclarative. Nous venons pour transformer.

La réforme agraire que nous appelons de nos vœux est un processus de transformation des relations de production et de pouvoir, mené par des masses populaires organisées. La réforme agraire doit être inclusive, émancipatrice et ancrée dans la diversité de la vie rurale dans toutes les régions du monde, y compris dans le Nord. Elle doit protéger les systèmes complexes de tenure et de

subsistance, les systèmes de production traditionnels et les semences indigènes et autochtones en tant que base de l'autonomie et de la souveraineté des États, ainsi que valoriser les connaissances, les pratiques et les innovations locales, et éviter de répéter les exclusions des peuples autochtones, des paysans, des pêcheurs, des éleveurs nomades, des communautés d'ascendance africaine, des femmes et d'autres groupes marginalisés. La réforme agraire doit promouvoir l'agroécologie, la justice sociale, la solidarité et la coexistence des détenteurs de droits.

La réforme agraire doit être féministe et intergénérationnelle. Les femmes rurales préservent les semences, les connaissances ancestrales et les économies locales, mais elles sont souvent exclues, tout comme les jeunes ruraux et les personnes de genre divers, du contrôle et de l'héritage des terres, ainsi que de la prise de décision. Les économies féministes s'opposent aux relations de pouvoir abusives et rejettent le modèle productiviste qui traite la Terre nourricière comme une simple ressource. Elles reconnaissent les territoires comme des espaces de vie partagés par diverses espèces, peuples et générations œuvrant pour le bien-être collectif. Tous les modes de vie et d'amour sont valables. Sans corps libres, il n'y a pas de territoires libres. C'est pourquoi nous nous engageons politiquement à créer des espaces sûrs et dignes au sein de nos mouvements et de nos communautés. Défendre le territoire, c'est défendre les cycles de soins et de renouveau qui soutiennent la vie.

La réforme agraire doit reconnaître et protéger les droits collectifs et coutumiers, garantir le consentement libre, préalable et éclairé, établir des limites claires à la concentration, appliquer des impôts progressifs sur les grandes propriétés et redistribuer les terres qui ne remplissent pas leur fonction sociale et écologique. Elle doit rejeter l'accaparement vert et bleu, qui ne sont que de nouvelles formes de dépossession déguisées en « solutions fondées sur la nature ».

Il est indéniable que là où les droits sont précaires et la richesse concentrée, l'instabilité s'aggrave. Une transformation rurale juste et durable n'est pas un idéal lointain, c'est la condition matérielle de toute paix réelle et de toute stabilité à long terme. La reconnaissance des systèmes fonciers collectifs et coutumiers protège les écosystèmes et réduit les conflits. La redistribution des terres, de l'eau et du pouvoir décisionnel rétablit la cohésion sociale et la résilience des économies locales, mais elle doit être soutenue par le renforcement des infrastructures de transformation et de distribution contrôlées par les communautés, ainsi que par des mécanismes de tarification équitables. La restitution et les réparations accordées aux communautés dépossédées, dans le cadre de mécanismes fondés sur les droits, rétablissent la confiance et réparent les dommages historiques. La réglementation de la concentration foncière – par le biais de plafonds de propriété, d'une fiscalité progressive et d'un aménagement du territoire participatif et sensible au genre – protège les biens communs de la spéculation, ainsi que les semences indigènes et paysannes du contrôle des entreprises, afin de garantir qu'elles restent entre les mains des communautés paysannes, des peuples autochtones et des éleveurs. Ensemble, ces transformations constituent l'architecture d'une société capable de résister à la crise climatique et aux inégalités croissantes sans sombrer dans la violence et la désintégration sociale.

Il ne s'agit pas d'une vision utopique, mais d'une nécessité historique de notre époque. La faim dans le monde n'est pas due à la pénurie : nous produisons suffisamment pour nourrir deux fois la population humaine. Elle est due à la spéculation et à la concentration soutenues par une

gouvernance non démocratique. Sans une réforme agraire populaire globale, il n'y aura pas de fin à la faim. Sans justice agraire, il n'y aura pas de paix.

Aucun peuple ne peut faire face seul à l'impérialisme. La réponse à une offensive mondiale doit être la solidarité et la résistance internationales. Nous appelons au renforcement de l'articulation internationale des mouvements paysans, autochtones, ouvriers, féministes et de jeunesse, au-delà des frontières que l'impérialisme cherche à rendre infranchissables. Nous appelons les États participant à cette conférence à assumer leur responsabilité historique par des engagements concrets et contraignants, et non par des déclarations d'intention. Les puissances coloniales et les pays du Nord ont l'obligation de rendre compte de leurs formes historiques et actuelles d'accaparement des terres, de violence et d'oppression par la restitution des terres et le versement de réparations. L'histoire ne juge pas les bonnes intentions, elle juge les transformations réelles. Nous ne sommes pas réunis ici pour commémorer. Nous sommes réunis ici pour transformer.

Pour que le CIRADR+20 soit un tournant décisif, nous attendons des États qu'ils assument leurs responsabilités et prennent des engagements concrets. Cela inclut l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de réforme agraire et de développement rural au niveau national, avec la participation autonome et effective des détenteurs de droits. Ces politiques doivent intégrer des secteurs clés, notamment l'alimentation, l'agriculture, la pêche, la santé, l'exploitation minière, le climat, l'énergie, le commerce et les finances. En outre, nous attendons des États qu'ils mettent en place des mécanismes solides de suivi et de responsabilisation au niveau international, en transmettant les résultats de la conférence aux instances des Nations unies, notamment la FAO, le FIDA, le système des droits de l'homme des Nations unies, les conventions de Rio, la CNUCED et le PNUD, entre autres.

Chaque génération de dirigeants est jugée sur ce qu'elle laisse derrière elle. À notre époque, la faim et la malnutrition persistent, les territoires marins s'étendent pour engloutir des terres précieuses, laissant les peuples autochtones et les petits producteurs alimentaires, des Fidji au Bangladesh, sans moyens de subsistance ni justice. En cette période d'inégalités croissantes, défendre des privilèges concentrés n'est pas une attitude responsable de la part des dirigeants.

Veiller à ce que les terres, les territoires, les forêts, l'eau et la biodiversité servent le bien-être social et écologique au sens large n'est pas radical : c'est un droit des peuples, une obligation des États et une nécessité pour la stabilité partagée et le bien-être collectif. En tant que mouvements sociaux représentant les milliards de petits producteurs alimentaires à travers le monde, nous sommes ici déterminés à faire entendre notre voix, à proposer nos solutions et à travailler avec les États pour une réforme agraire qui garantisse la vie, les moyens de subsistance et une planète viable pour tous.

Contre l'impérialisme — Solidarité internationale !

Contre le génocide — La Palestine vivra !

Contre l'extractivisme — Souveraineté alimentaire et agroécologie !

Contre la dépossession — La terre à ceux qui la travaillent et en prennent soin !

Contre la peur — Organisation, lutte et victoire pour les peuples !